

ETRANGER



Burkina Faso

Kadré Ouédraogo, l'ancien Premier ministre de Blaise Compaoré candidat pour 2020

Devant les difficultés socio-économiques que traversent les Burkinabé depuis un certain temps, le mouvement « initiative Kadré Désiré Ouédraogo 2020 » a trouvé son « messie »...

PAGE 4

ECONOMIE



Marché financier international

Le Togo attend un emprunt de plus de 200 milliards en 2019

Le Togo veut faire un emprunt de plus de 200 milliards sur le marché financier international. Les autorités togolaises préparent « une opération de reprofilage de la dette » pour cette année.

PAGES 5

Littérature africaine

Les bateaux, véhicules de la mort

« Les bateaux sombrent-ils en silence? » du Camerounais Timba Bema a paru, hier, 18 février, aux éditions Stellamaris ...

PAGE 9

Partenariat UL-FAT

Un institut d'études stratégiques sur la paix et la sécurité verra bientôt le jour dans le temple du savoir

Le mercredi 13 février dernier, lors d'une rencontre à l'Etat-major entre des responsables de l'Université de Lomé avec à leur tête, son président, le professeur Dodzi Komla Kokoroko et ...



PAGE 2



Enseignement primaire et Secondaire

Un ministre bientôt nommé

Actuellement rattaché à la Primature, le poste de ministre de l'Enseignement primaire et Secondaire fait objet de débat. Le sujet a été au centre d'une rencontre entre le gouvernement et les responsables de la Coordination des syndicats de l'enseignement du Togo (Cset) jeudi 14 février à Lomé. Au sortir de cette réunion, le gouvernement a affirmé sa volonté à de nommer un ministre qui se chargera de ce portefeuille.

PAGE 3

COMMENTAIRE

Le franc CFA, plus que jamais....

Les débats autour du franc CFA ont plus que jamais de beaux jours devant. Mais, bien malin qui pourrait se prononcer sur l'avenir de cette monnaie, elle-même. Autant le dire tout de suite, l'avenir de la monnaie comme celui de la polémique qui a lieu autour, se présentent comme les deux faces d'une même pièce de monnaie. Ce qui n'est pas de nature à faciliter tout de suite les choses.

Les défenseurs comme les pourfendeurs de la monnaie donnent ici et là de la voix. Ce qui fait véritablement du franc CFA ces temps-ci, une « monnaie sonnante »...

PAGE 3

Dans les Plateaux et la Centrale

L'Union pour la République manifeste sa reconnaissance à Dieu et aux populations vers Dieu



PAGE 3

	SOMMAIRE	<p>Mozambique Le fils de l'ex-président arrêté pour corruption</p>  <p>P 4</p>	<p>Nouveau port de pêche La livraison de l'ouvrage attendue fin février</p>  <p>P 5</p>	<p>Dans un contexte de changement climatique La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontalières et des lacs internationaux se remet en selle</p>  <p>P 9</p>	<p>Menace terroriste L'insécurité sahélienne se rapproche dangereusement du Togo</p>  <p>P 11</p>
---	-----------------	--	--	--	---

Partenariat UL-FAT

Un institut d'études stratégiques sur la paix et la sécurité verra bientôt le jour dans le temple du savoir

Le mercredi 13 février dernier, lors d'une rencontre à l'Etat-major entre des responsables de l'Université de Lomé avec à leur tête, son président, le professeur Dodzi Komla Kokoroko et des représentants des Forces armées togolaises (FAT) dont le chef d'Etat-major général, le général Félix Abalo Kadanga, les contours d'un nouvel institut d'études stratégiques sur la paix et la sécurité ont été rendus publics. La nouvelle institution sera abritée par l'Université de Lomé.

La situation sécuritaire qui prévaut actuellement aux plans national, sous régional et mondial, devient inquiétante. Cette situation commande de prévoir ou d'anticiper les éventuelles crises en mettant en place des stratégies visant à les juguler de façon efficace. De plus, les populations et les forces de défense et de sécurité doivent collaborer pour faire face aux attaques extérieures motivées de plus en plus par la criminalité, le terrorisme ou encore le radicalisme religieux. Or et malheureusement,

les forces de défense et de sécurité paraissent souvent aux populations civiles comme un monde hostile qui suscite de la méfiance.

L'université de Lomé qui a pour fonction de former les citoyens en tenant constamment compte de la configuration évolutive de la société togolaise, prend donc ses responsabilités. Elle le fait en mettant ses connaissances à leur disposition et offre à l'Etat sa recherche scientifique et ses ressources humaines qualifiées. L'institut qui est sur le point

de naître aura pour but de transmettre l'expertise universitaire à l'Etat, à la société civile et aux institutions internationales dans le domaine sécuritaire. Il s'agira également de renforcer les capacités des populations togolaises sur les notions de paix et de sécurité en vue d'augmenter leur résilience face aux défis et dangers sociaux qui menacent l'intégrité du territoire national.

La réflexion stratégique permettra de comprendre les transformations socio-politiques en cours et de faire leur



Professeur Kokoroko, président de l'université de Lomé

suivi dans l'intérêt du peuple togolais. L'institut donnera des formations d'ordre professionnel et universitaire en relation avec la sécurité et la paix. Le général Kadanga a reçu favorablement au nom de toute l'armée togolaise, le projet

présenté par l'UL. L'institution dirigée par le professeur Kokoroko réaffirme ainsi sa disponibilité à apporter son expertise à toutes les couches socio-politiques et économiques du pays.

Edem Dadzie

Lacs Lutte contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire

Enseignants, représentants d'associations, parents d'élèves ainsi que des leaders communautaires locaux des cantons d'Agbodrafo et de Gbodjome ont été formés, le vendredi 1er février à Gbodjomé, à 21 km à l'ouest d'Aného. La formation était axée sur le harcèlement sexuel en milieu scolaire et les dispositions juridiques à prendre en matière de lutte contre les violences basées sur le genre. Initiative de l'ONG Cercle d'Aide Femme-Enfant (Cafe) avec l'appui du Fonds Africain pour le Développement de la Femme (AWDF), ce projet a pour objectif de sensibiliser, former et renforcer les capacités des jeunes filles paires éducatrices et du personnel enseignant sur les actes de violence ainsi que sur les dispositions juridiques de protection dans la perspective de créer et d'animer les clubs de sensibilisation et d'éducation dans les établissements scolaires. La rencontre vise également à outiller et à mettre à contribution les participants pour une lutte efficace contre les actes de violence dont sont victimes les filles en milieu scolaire.

Blitta Echange avec les femmes agricultrices de Blitta par la Renafa

La présidente du Réseau national des femmes Agricultrices du Togo (Renafat), Mme Agberé Bariétou a échangé avec les femmes agricultrices de la préfecture de Blitta sur le management et l'entrepreneuriat le vendredi 1er février dans le canton de Yaloumbè à 16 km au sud de Blitta. Cette rencontre se situe dans le cadre du renforcement de compétences des femmes en matière de management et entrepreneuriat pour une meilleure mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PNIASAN), dans le contexte de la modernisation du secteur agricole. Mme Agberé a saisi cette occasion pour parler de l'importance du lavage des mains avec démonstration de la technique de lavage des mains, la façon la plus efficace d'atténuer le risque d'attraper ou de propager les maladies. A l'occasion, un comité de gestion de 5 personnes a été mis en place avec à sa tête Mme Kassessi Zouréa.

Aouda Le district sanitaire d'aouda bénéficie d'un incinérateur de type Montfort

La représentante résidente de l'OMS au Togo, Dr Diallo Fatoumatou Binta Tidiane a présidé la cérémonie de remise d'un incinérateur de type Montfort au district sanitaire d'Aouda, à 18 km au nord de Sotouboua le lundi 28 janvier. L'objectif de ce geste est de prévenir, de détecter et de réagir efficacement aux menaces des maladies infectieuses, qu'elles soient naturelles, accidentelles ou intentionnelles. En remettant ce joyau au secrétaire général du ministère de la Santé, Dr Diallo Fatoumata a relevé son importance dans la gestion des déchets biomédicaux et indiqué les problèmes liés à cette gestion pour le personnel de la santé. Elle a exhorté les uns et les autres à utiliser toutes ces technologies pour le bien-être de tous puis attirer leur attention sur la prévention des maladies infectieuses avec des mesures d'hygiène adéquates.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG. LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

COMMENTAIRE

...A Bamako, au cours d'un Forum sur le CFA, il y a quelques jours, le Prof Kako Nubukpo, l'économiste togolais, qui s'est illustré comme une figure de proue de la lutte contre le CFA, a été désigné comme coordonnateur des états généraux du Franc CFA. De cet économiste, Marc Vizy, l'ambassadeur de France disait la semaine dernière, dans une interview avec nos confrères de Togobreakingnews que : « ses difficultés avec le franc CFA sont plutôt à rechercher dans l'historique de ses relations avec la BCEAO... Mais comme c'est un économiste avisé, il reconnaît aussi que la zone-franc alimente bien des fantasmes. Alors puisque

c'est un ami de la France - il a travaillé pour la Francophonie et pour des structures publiques françaises - je l'invite à sortir de l'ambiguïté vis-à-vis de la France et à prendre sa défense lorsqu'elle est injustement attaquée. Qu'il conteste le dispositif ou critique la politique monétaire des banques centrales, il en a parfaitement le droit. Cela participe du débat économique. Mais qu'il laisse dire que, par le franc CFA, la France perpétue une forme de domination coloniale n'est pas compréhensible de la part d'un ami de la France. Je suis sûr qu'il va se ressaisir et appeler à la modération dans un débat qui doit rester apaisé. » A Lomé, aujourd'hui même, il est annoncé une conférence de presse autour du CFA. Elle est l'initiative de la représentation nationale de la

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Mais difficile de se prononcer sur qui fera la substance de cette sortie médiatique, en pleine effervescence des débats et surtout dans un pays, dont 66% des citoyens, estimeraient qu'il faut sortir de la zone franc, d'après une récente enquête d'Afrobaromètre.

À Bamako, le 16 février dernier, le Comité provisoire de coordination des états généraux du franc CFA et des alternatives, notait dans son document bilan sur le CFA que : « Cette monnaie n'a pas permis la transformation structurelle des économies qui l'utilisent et les échanges intra-communautaires dans les zones CFA demeurent de l'ordre de 15 % contre plus de 60% dans la zone euro. Arrimée à l'euro, elle est trop

forte pour les économies qui l'utilisent, car elle agit comme une taxe sur les exportations et une subvention sur les importations- Elle nourrit la double répression monétaire et financière, du fait de la prééminence de l'objectif de défense du taux de change fixe avec l'euro, au détriment du financement de l'économie intérieure en zone franc ».

Au moins, y-a-t-il des raisons de bémoliser la polémique, souvent trop chargée de passion, dépourvue de raison, « instrumentalisée et pervertie », pour parler comme M. Vizy ? Oui, puisque, c'est souvent faire fausse piste que de reprocher, par exemple à la France d'imprimer le CFA, car en Afrique, il n'y a que 9 pays qui fabriquent eux-mêmes leur propre monnaie. « L'externalisation de la production de monnaie n'est

d'ailleurs pas le propre du franc CFA. Le franc guinéen, le birr éthiopien, le shilling ougandais sont par exemple fabriqués en Angleterre. C'est en Allemagne que sont fabriquées les monnaies de la Mauritanie, de l'Erythrée, de la Tanzanie ou de de la Zambie. Le Libéria confie la fabrication de sa monnaie aux Etats-Unis d'Amérique. Madagascar qui n'est pas dans la zone-franc confie la production de ses billets à la France »....

En tous les cas, dans le camp des pourfendeurs comme dans celui des défenseurs, ce ne sont pas des arguments qui manquent....place au débat fructueux qui puisse guider dans la bonne direction à suivre, sans nécessairement parler de la suppression du CFA, mais de son évolution...

Dieudonné Korolakina

Dans les Plateaux et la Centrale L'Union pour la République manifeste sa reconnaissance à Dieu et aux populations vers Dieu

En fin de semaine dernière, des responsables du parti Union pour la République (Unir) dans les régions des Plateaux et Centrale sont allés vers les populations pour leur manifester leur reconnaissance après la victoire obtenue lors des dernières élections législatives organisées dans notre pays le 20 décembre 2018. Ils se sont tournés vers Dieu pour le remercier à travers des messes et prières musulmanes. Ces prières ont concerné également la situation qui touche les jeunes filles scolarisées dans la préfecture de Tchoudjo.

Dans la région des Plateaux, c'est la présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsègan native de la préfecture de Kpélé qui était en tête des activités organisées dans sa localité de provenance. Une messe a été dite en remerciant Dieu pour les sièges obtenus lors des dernières élections, mais aussi et surtout pour le fait que le choix ait été porté sur sa modeste personne pour occuper le perchoir du Parlement togolais. Cela est d'autant important que c'est la première fois dans l'histoire politique de notre pays qu'une femme occupe ce poste.

Plusieurs autres sommités du parti originaires de la région étaient à ses côtés. Parmi eux, on pouvait noter le vice-président Unir de la région des Plateaux, M. l'hou Attigbé. Ce dernier est revenu brièvement sur le parcours de madame Tsègan. Du poste de questeur au sein de la précédente législature et trésorière générale du parti Unir, elle est aujourd'hui la deuxième personnalité de l'Etat togolais. C'est donc dans la joie que les populations sorties en grand nombre, ont accueilli leur fille et ont manifesté leur gratitude au parti Unir, au chef de l'Etat Faure Gnassingbé et aux autres

députés de l'Assemblée nationale togolaise.

A Sokodé, outre les prières musulmanes, protestantes et catholiques un grand meeting de remerciements a été organisé en présence de cadres du milieu comme le ministre de la Communication, des Sports et de l'Education au civisme et à la citoyenneté, Foly-Bazi Katari, la ministre Koko Ayeva des Infrastructures, du Commissaire des impôts au niveau de l'Office togolais des recettes, Essowavana Adayi. Pour ces personnalités, il fallait revenir dire merci aux populations pour avoir voté dans la paix et accordé leurs voix au parti Unir, mais par-



Yawa Djigbodi Tsègan saluant les siens

dessus tout, remercier le Tout-puissant sans qui tout cela serait impossible.

La question de l'affaire des jeunes filles qui tombent en transe à l'école a également été évoquée. Selon madame Ayeva, le chef de l'Etat est sensible à cette situation, et des prières ont été faites en conséquence avec l'espoir que cela prendra fin pour un avenir harmonieux de ces dernières. En dehors de

Tchoudjo, des cadres du parti Unir de la préfecture de Tchamba, dont Atcha Dedji Affo soutenu à l'occasion par l'ancien président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani sont également allés dire merci aux populations pour le choix porté sur eux, surtout que le parti a obtenu les trois sièges mis en jeu dans cette circonscription électorale.

Edem Dadzie

Enseignement primaire et Secondaire Un ministre bientôt nommé

Actuellement rattaché à la Primature, le poste de ministre de l'Enseignement primaire et Secondaire fait objet de débat. Le sujet a été au centre d'une rencontre entre le gouvernement et les responsables de la Coordination des syndicats de l'enseignement du Togo (Cset) jeudi 14 février à Lomé. Au sortir de cette réunion, le gouvernement a affirmé sa volonté à de nommer un ministre qui se chargera de ce portefeuille.

Plusieurs décisions ont été prises au cours de cette rencontre. Selon le communiqué du Cset, « pour le gouvernement,

l'éducation reste au cœur de ses préoccupations majeures et il rassure le monde éducatif qu'un ministre sera nommé sous peu pour le



Gilbert Bawara

ministère des Enseignements primaire et Secondaire ». Le gouvernement a également montré sa volonté à respecter ses engagements pris vis-à-

vis du corps enseignant. « Le gouvernement réaffirme sa détermination à tenir à tous ses engagements tout en accusant un léger retard », indique le communiqué.

La rencontre a réuni les ministres de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative et de la Protection sociale, Gilbert Bawara, et de l'Enseignement technique, de la Formation et de l'Insertion professionnelle, Tairou Babiègue et les responsables du Cset. Il s'agit d'une prise de contact

qui permettra aux acteurs de l'éducation de trouver ensemble des solutions pour résoudre les problèmes auxquels est confronté ce secteur.

Pour rappel, un protocole a été signé en avril 2018 entre le gouvernement et les organisations syndicales de l'éducation pour résoudre et satisfaire la plateforme revendicative des enseignants. Le statut particulier des enseignants a également été adopté.

Félix Tagba

Burkina Faso**Kadré Ouédraogo, l'ancien Premier ministre de Blaise Compaoré candidat pour 2020**

Devant les difficultés socio-économiques que traversent les Burkinabé depuis un certain temps, le mouvement « initiative Kadré Désiré Ouédraogo 2020 » a trouvé son « messie ». Il s'agit bien sûr de Kadré Désiré Ouédraogo, ancien président de la Commission de la Cedeao, ancien Premier ministre de Blaise Compaoré entre 1996 et 2000.

L'intéressé espère évoluer dans cette dynamique en évitant le système partisan qui voudrait qu'il soit candidat d'un parti politique donné. Pour Désiré Kadré Ouédraogo, « cette candidature ne s'inscrit pas dans le cadre partisan. L'élection présidentielle est un engagement entre un homme et son peuple, donc je privilégie les idées, le contenu plutôt que les jeux d'appareil ». Dans un long discours devant des milliers de

militants à Bobo-Dioulasso, l'ex-Premier ministre a passé au peigne fin la situation nationale, caractérisée selon lui par de nombreux problèmes. « Notre pays traverse une situation politique, économique et sociale difficile, a-t-il déploré. Par de nombreuses erreurs, commises par notre faute ou non, notre pays est dans une situation inacceptable. On voit ici se développer l'incivisme, la corruption, le chacun-pour-soi, l'injustice, les inégalités

sociales, l'exclusion ». Pour cet ancien président de la Commission de la Cedeao, le Burkina Faso doit, pour assurer un développement harmonieux de ses fils et filles, évoluer vers un dialogue sincère avec les forces vives de la Nation pour construire un nouveau pays et laisser aux générations futures, un pays « uni, apaisé, assaini et résolument tourné vers le progrès ». A l'instar de Roch Christian Kaboré, l'actuel chef

**Kadre Désiré Ouédraogo**

d'Etat burkinabè, Kadré Désiré Ouédraogo est un ancien bras droit de Blaise Compaoré. Ancien Premier ministre de 1996 à 2000, il a été ambassadeur auprès de l'Union européenne de 2001

à 2011 avant de prendre le poste de président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest de 2012 à 2016.

T.M.**RDC****La formation d'une coalition gouvernementale au cœur d'une rencontre entre ancien et nouveau chef d'Etat de la RDC**

Investi président de la RDC le 24 janvier dernier à l'issue d'un scrutin contesté par l'autre coalition dirigée par Martin Fayulu, le président de la RDC Félix Tshisekedi a rencontré ce 17 février 2019 son prédécesseur Joseph Kabila pour discuter sur la formation du prochain gouvernement.

Elu avec près de 38% des suffrages, le président Félix Tshisekedi a été cependant mis en minorité à l'Assemblée nationale congolaise où il n'a obtenu que 32 sièges. 32 députés sur les 485, alors que la coalition au pouvoir a raflé la majorité avec 337 sièges. Et suivant la Constitution de la RDC, ce sera alors le chef du parti majoritaire à l'Assemblée qui aura le privilège de diriger le gouvernement. « Le président Kabila en sa qualité de chef de la majorité à l'Assemblée nationale s'est rendu auprès de son successeur en vue de discuter de la mise en place d'une coalition gouvernementale », a déclaré à l'AFP l'un de ses proches sous couvert de l'anonymat. « Cet échange va ouvrir la voie à la désignation d'un informateur ou d'un Premier ministre chargé

de former le gouvernement de coalition pour gérer, ensemble, le pays ». Au cours de cette rencontre du week-end dernier, qui s'est tenue d'abord à huis clos, puis élargie à deux collaborateurs du chef de l'Etat, les partisans de Joseph Kabila ont proposé « un partenariat responsable » pour la gestion du pays, alors que la majorité des hauts responsables de la hiérarchie militaire congolaise sont encore l'émanation de cette même coalition dirigée par Joseph Kabila. La RDC a connu sa première passation pacifique du pouvoir depuis son indépendance le 30 juin 1960 avec la proclamation de Félix Tshisekedi comme vainqueur de la présidentielle, succédant à Joseph Kabila après 18 ans de pouvoir.

T.M.**Mozambique****Le fils de l'ex-président arrêté pour corruption**

Ndambi Guebuza, fils aîné des quatre enfants de l'ex-président mozambicain Armando Guebuza a été arrêté ce week-end à son domicile dans le cadre de l'enquête sur un réseau de corruption ayant profité de la « dette cachée » du Mozambique. Mais que veut dire « dette cachée » ?

Le nœud de l'affaire se trame au début de la décennie. Maputo contracte des prêts via des entreprises publiques pour plus de deux milliards de dollars. Une somme considérable si on la met en perspective avec le PIB du Mozambique. Il atteint à ce moment-là quelque 16 milliards de dollars. Des prêts dissimulés au Parlement et aux bailleurs de fonds internationaux. Cet argent permet l'achat de navires, des thoniers, mais aussi des bateaux militaires, équipement en partie fabriqué en France. Mais le secret n'est pas gardé bien longtemps. En 2016, cette « dette cachée » apparaît au grand jour et c'est l'économie du Mozambique qui prend l'eau. Le pays coule dans sa pire crise financière depuis son indépendance. La majorité des bailleurs de fonds gèlent leurs aides et Maputo doit interrompre le remboursement de ses

**Ndambi Guebuza**

créances. Aujourd'hui encore, le gouvernement cherche à les renégocier. Des ONG refusent que l'Etat rembourse cette « dette cachée » d'autant que de nombreuses zones d'ombres demeurent sur l'utilisation de ces fonds. Selon un audit réalisé par un cabinet indépendant, la trace d'un quart de l'argent emprunté - 500 millions de dollars - a été perdue et les équipements achetés auraient été largement surfacturés, à hauteur de 700 millions de dollars. La justice américaine estime qu'au moins 200 millions de dollars ont servi à verser des pots-de-vin à des industriels, des banquiers et des responsables mozambicains. Parmi eux, Manuel Chang, l'ancien ministre des Finances, soupçonné d'avoir signé le contrat des emprunts, aurait à lui

seul perçu 12 millions de dollars. Manuel Chang a été arrêté fin décembre en Afrique du Sud sur demande des Etats-Unis. Il est incarcéré depuis cette date. Trois ex-collaborateurs du Crédit suisse ont également été mis en examen à Londres en janvier, avant d'être libérés sous caution.

L'autre suspect dans cette affaire est Jean Boustani, arrêté à New York. Ce Libanais a travaillé en tant que négociant en chef de la Prininvest, un groupe de construction navale. Selon l'acte d'accusation de la justice américaine, les entreprises publiques impliquées dans ce dossier auraient été des façades pour que les cinq suspects puissent s'enrichir personnellement.

Rfi.fr

Marché financier international**Le Togo attend un emprunt de plus de 200 milliards en 2019**

Le Togo veut faire un emprunt de plus de 200 milliards sur le marché financier international. Les autorités togolaises préparent « une opération de reprofilage de la dette » pour cette année.

L'opération a reçu l'approbation du Fonds monétaire international (FMI). « Nous envisageons d'entreprendre une opération de reprofilage de la dette dès 2019, afin de profiter de conditions plus favorables sur le marché international ; cette opération sera éventuellement appuyée par une garantie à l'appui des réformes, fournie par nos partenaires au développement. », ont

indiqué les autorités togolaises. Cet emprunt permettra d'atténuer les pressions de refinancement sur les cinq prochaines années. L'emprunt extérieur permettra aussi au gouvernement togolais de racheter une partie de la dette intérieure dont la maturité est courte. L'opération est estimée à environ 8% du PIB soit plus de 200 milliards de FCFA. Selon les autorités,



Siège du FMI à Washington

elle permettra d'alléger « le poids du service de la dette dans le budget en substituant une partie de

la dette intérieure libellée en FCFA par une dette extérieure de maturité plus longue et à un taux plus

bas».

Cet emprunt devrait être libellé en euro, comme le souhaitent les autorités togolaises. La mesure vise à se prémunir des contrecoups du risque de change. L'euro étant globalement stable et arrimée en parité fixe au FCFA.

Selon le FMI, l'économie togolaise pourrait connaître une croissance de 5% en 2019 mais à condition que la dynamique actuelle de l'économie se poursuive toute l'année et que le pays ne renoue pas avec la crise politique.

Avec Togofirst

Nouveau port de pêche**La livraison de l'ouvrage attendue fin février**

Les travaux de construction du nouveau port de pêche de Lomé prennent fin février 2019. C'est ce qu'avait annoncé M. Komoto Masaomi, chef de projet de TOA Corporation, l'entreprise en charge de construction de l'ouvrage. Les travaux de ce port de pêche sont pratiquement terminés. Les portes de cette nouvelle infrastructure seront bientôt ouvertes aux pêcheurs.

Le nouveau port de pêche situé à Gbetsogbe à Baguida, à 30 Km de Lomé sera bientôt opérationnel. Les travaux de construction de l'ouvrage seront livrés très prochainement aux autorités togolaises. Une délégation ministérielle avait constaté l'évolution des travaux qui sont aujourd'hui presque

achevés. Les pêcheurs pourront bientôt mener leurs activités au nouveau port de pêche, dans un environnement plus amélioré. Plus moderne que l'ancien, le nouveau port de pêche est doté d'infrastructures de débarquement, de conservation et de vente des produits de pêche.



Le nouveau port de pêche peut accueillir jusqu'à 300 pirogues

Il s'agit notamment d'un quai de débarquement, de la criée, d'un bloc

administratif, d'un quai de repos et d'une machine à glace pour les produits de

pêche.

Le nouvel emplacement permettra d'accueillir 300 pirogues. Ce nouveau port devrait créer 5 000 emplois directs et indirects. Le secteur emploie plus de 22000 acteurs et contribue à plus de 4,5% au PIB agricole.

Le nouveau port de pêche a été financé à hauteur de 14,43 milliards de francs CFA. Les travaux sont réalisés avec l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) à travers une aide financière non remboursable. Les travaux ont commencé depuis 2017.

Félix Tagba

Salon international de l'agriculture de Paris**La rencontre sera axée sur la thématique « Des femmes, des hommes, des talents »**

Le Salon international de l'agriculture se tient du 23 février au 3 mars à Paris en France. La thématique retenue pour l'édition de cette année : « Des femmes, des hommes, des talents ». A travers cette thématique, les organisateurs veulent accorder une place importante aux talents développés par des femmes et des hommes pour l'alimentation des citoyens du monde.

Des visiteurs et des exposants venus du monde entier sont attendus au Salon international de l'agriculture. Plusieurs initiatives seront valorisées au cours de ce salon. Des clichés montrant des réalisations des femmes, des hommes et leurs talents seront exposés sur des « arbres de talents » en bois brut. Les organisateurs vont également mettre

en place des panneaux informatifs illustrant le savoir-faire de ces femmes et hommes. « L'ensemble apparaîtra sous la forme d'un feuillage visuellement supporté par notre arbre qui s'élève à la présence de ces talents », indiquent les organisateurs.

Les visiteurs auront l'occasion de découvrir plusieurs filières agricoles pendant ce salon. Parmi elles : les cultures et

filiales végétales, jardin et potager, les services et métiers de l'agriculture, l'élevage et ses filiales et des produits des régions de France, d'Outre-mer et du monde.

Le Salon international de l'agriculture rassemble chaque année des acteurs du monde agricole. Pour les organisateurs de ce salon, « c'est un lieu de rencontres, de réconciliation entre l'agriculture et le



L'affiche principale du Salon

citoyen. Chacun prend le temps d'échanger, d'expliquer son métier et ses méthodes de production».

En 2018, le Salon a enregistré 672 568 visiteurs français et internationaux.

F.T.

Maladie infantile

Un Togo engagé dans la lutte contre la polio

La poliomyélite, également appelée paralysie spinale infantile ou simplement polio, est une maladie infectieuse aiguë et contagieuse spécifiquement humaine causée par le poliovirus sauvage. Il est vrai que la maladie semble ne plus faire beaucoup de victimes, comme c'était le cas il y a quelques années, mais la polio n'est pas encore complètement vaincue et les dirigeants ne devraient pas baisser la garde. Dans certains pays d'Afrique et d'Asie, les données épidémiologiques récentes démontrent la nécessité de maintenir d'excellentes couvertures vaccinales, même dans les pays où la polio est absente depuis longtemps, afin de protéger la population contre les risques d'un poliovirus importé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), espère une éradication à l'échelle internationale de la poliomyélite, mais des foyers restent actifs dans certains pays d'Afrique et d'Asie. Le Togo, pays d'Afrique, n'étant pas en marge des pays menacés, s'est engagé dans la prévention pour une lutte contre la polio.



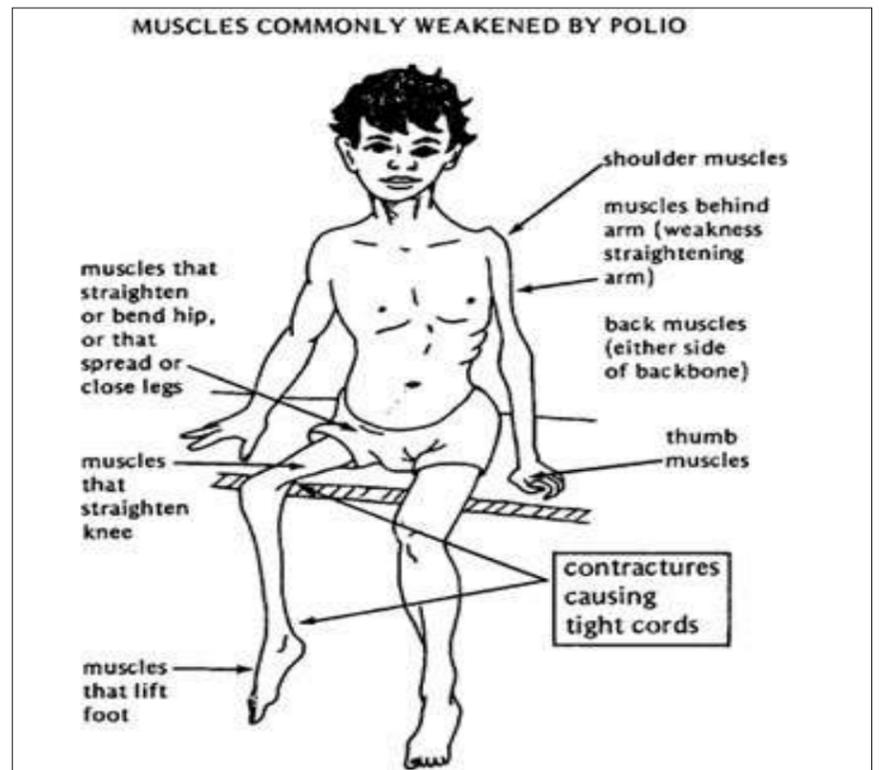
Prévenir les enfants contre la polio

La polio, infection transmise par voie digestive, est le plus souvent asymptomatique ou s'exprime par des symptômes le plus souvent bénins et non spécifiques. Dans une grande majorité des cas (95%), l'infection passe inaperçue. Dans 1 cas sur 200, l'infection est responsable de symptômes graves. Chez l'enfant la poliomyélite est appelée maladie de Heine-Medin. Chez l'adulte, on parle de paralysie spinale aiguë. La poliomyélite antérieure aiguë proprement

dite est l'atteinte de la moelle épinière. Elle peut entraîner une paralysie touchant le plus souvent les membres inférieurs et pouvant atteindre l'appareil respiratoire. Dans le premier cas, le pronostic est fonctionnel avec risque de séquelles paralytiques ; dans le deuxième cas, le pronostic est vital avec risque d'arrêt respiratoire. Dans tous les cas, le traitement est symptomatique, la médecine ne reconnaissant pas de traitement curatif.

04 jours de vaccination sur l'étendue du territoire national

Le gouvernement a officiellement lancé en juillet 2018, les journées de la santé de l'enfant, qui se dérouleront sur toute l'étendue du territoire national. L'initiative a bénéficié de l'appui des partenaires au développement tels que l'Organisation mondiale pour



Les membres souvent infectés par la polio

la santé (OMS), et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Elle a pour objectif, d'améliorer la santé de la mère et de l'enfant, une priorité pour les autorités togolaises. Ainsi pour l'occasion, des interventions sanitaires seront administrées gratuitement aux femmes enceintes et aux enfants de 0 à 5 ans. Il s'est agi du déparasitage à l'albendazole, de la vaccination des femmes enceintes contre le tétanos, de l'administration de vitamine A, et surtout de la prise en charge des enfants non vaccinés. Pour Josée Nayo, directrice régionale de la Santé de Lomé commune, «

La vitamine A sera administrée aux enfants de 6 à 59 mois, le déparasitage à l'albendazole à ceux de 12 à 59 mois ».

Ces vaccinations ont été administrées, dans les centres de santé, les lieux de culte, les marchés et par le biais du porte à porte. Par ailleurs, l'initiative des journées de la santé de l'enfant ont déjà permis au Togo d'enregistrer des progrès considérables dans la lutte contre la poliomyélite, la mortalité infantile, ainsi que celle de la femme enceinte.

Source: www.republiquetogolaise.com

Lomé au cœur d'un atelier des experts de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb

À la veille de la Journée internationale de lutte contre la poliomyélite, un atelier d'orientation sur la certification de la région Afrique en matière de lutte et de l'éradication de la poliomyélite d'ici 2020 s'est ouvert à Lomé. Une initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avec l'Unicef et autres partenaires. Représentant le

ministre de la Santé, Essotoma Beweli, directeur général de l'Action sanitaire au ministère de la Santé du Togo, a procédé à l'ouverture des travaux de l'atelier qui a permis aux participants de s'outiller sur la situation actuelle de l'éradication de la poliomyélite ; les défis et directives liés au fonctionnement des comités polio surtout, et les nouveaux

développements dans l'éradication de la poliomyélite à travers le partage d'expérience. Ont pris part à ce rendez-vous de Lomé, les présidents des Comités nationaux de certification (CNC) polio, Comités nationaux d'experts polio (Cnep), et des Groupes techniques de confinement

(GTC) des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb (Algérie). S'agissant de la lutte contre la poliomyélite au Togo, les autorités sanitaires ont annoncé l'introduction de la forme injectable du vaccin antipoliomyélique (VPI) dans la vaccination de routine.

Source: togotribune.com

Symptômes, transmission et durée d'incubation de la poliomyélite

La maladie se manifeste par la fièvre, la fatigue, les céphalées, vomissements, raideur de la nuque, des douleurs des membres. Dans 1 cas sur 200, l'on constate les paralysies irréversibles, paralysies résiduelles, atrophies des muscles, arrêt de développement des os. Le poliovirus se multiplie dans la muqueuse pharyngée et dans l'intestin grêle. On peut le retrouver dans la gorge et dans les selles. La transmission de la maladie est exclusivement

interhumaine et s'effectue essentiellement par voie féco-orale en particulier par l'intermédiaire d'eau souillée ou d'aliments contaminés par les selles. Le temps d'incubation peut aller de 9 à 12 jours jusqu'à l'apparition des premiers signes. Les personnes infectées peuvent transmettre l'infection tant que le virus persiste dans la gorge (pendant environ 7 jours), et dans les excréments (pendant 3 à 6 semaines, voire plus).

Le gouvernement outille les hôpitaux de deux vaccins avec un mode d'usage minutieux

JE VEUX EN FINIR AVEC LA POLIO

Depuis le 04 octobre 2018, le Togo a lancé dans les formations sanitaires du pays, la nouvelle forme de vaccination contre la poliomyélite. Il s'agit de l'introduction de la forme injectable du vaccin antipoliomyélique (VPI) dans la vaccination de routine. Selon le ministre de la Santé

et de la Protection sociale, le professeur Moustapha Mijiyawa, cette nouvelle forme de vaccination contre la poliomyélite s'explique par le fait que « de nouvelles options de vaccin antipoliomyélique injectable (VPI), ont été recommandées face aux menaces du poliovirus circulants dérivés des

souches vaccinales (PVDVc) ». Cela permettra au pays d'éviter la réémergence des cas de PVDVc2, de faciliter l'interruption de la transmission en cas de flambée avec le virus de type 2 en garantissant une réponse immunitaire plus rapide et plus efficace aux enfants. Le vaccin injectable anti poliomyélite sera disponible dans les structures sanitaires du pays ce jeudi et

selon le calendrier vaccinal. « A partir de la 14ème semaine, l'enfant peut bénéficier de ce vaccin (injectable). Et puis par rapport à la forme orale, l'enfant aura la première dose à la 6ème semaine de vie, la deuxième dose à la 10 semaine de vie, et à la 14 semaine, l'enfant aura en plus de la forme orale, la forme injectée », a indiqué le chef division d'immunisation, docteur Amévègné Boke.

Les deux types de vaccin contre la polio

Il existe deux vaccins contre la poliomyélite. Le premier, le VPI (Vaccin poliomyélique inactivé injectable) a été développé par par Jonas Salk dans les années 50. Il contient les trois sérotypes de virus inactivés et induit une protection due à une bonne immunité générale. Ce vaccin nécessitant plusieurs injections et des rappels réguliers, il doit être utilisé dans des conditions d'asepsie contrôlées. Il est totalement sûr, mais son coût a longtemps limité sa diffusion à certains pays développés, comme la France. Il est depuis quelques années utilisé dans de nombreux autres pays.

Un Vaccin Poliomyélique Oral (VPO) a été développé par Albert Sabin, également dans les années 50. Le VPO contient les trois sérotypes de virus vivants, atténués à la suite de mutations. Ce vaccin possède de multiples avantages, ce qui explique le fait qu'il ait été jusqu'à maintenant l'outil privilégié du programme d'éradication : il est facile à utiliser car il ne nécessite pas d'injection, il confère rapidement une bonne immunité générale et

une immunité locale au niveau de l'intestin, réduisant par conséquent la transmission du poliovirus sauvage (ce que fait bien moins efficacement le VPI). Le VPO est de plus d'un coût très abordable. Ses principaux inconvénients sont sa mauvaise conservation aux températures ambiantes et son instabilité génétique, une cause possible de cas extrêmement rares de « poliomyélite paralytique associée au vaccin » apparaissant quelques jours après la vaccination chez les sujets vaccinés ou leurs proches non vaccinés.

Il n'existe pas de traitement curatif de la maladie. La prise en charge est uniquement symptomatique. Pour les formes bénignes, la prise en charge de la fièvre et des douleurs se fait avec une mise au repos du patient ainsi que la prise d'antalgiques et d'antipyrétiques. Pour les formes paralytiques, on propose aux patients de la rééducation, des prothèses, un traitement orthopédique. La chirurgie est parfois nécessaire.

Réalisé par **Attipoe Edem Kodjo**

ACHETEZ & LISEZ désormais

togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com www.alome.com

Littérature africaine

Les bateaux, véhicules de la mort

« Les bateaux sombrent-ils en silence? » du Camerounais Timba Bema a paru, hier, 18 février, aux éditions Stellamaris. Cet ouvrage est une variation poétique sur le thème des bateaux de migrants naufragés en Méditerranée. C'est justement des questionnements de l'auteur à l'endroit de ces bateaux, jadis innocents, devenus des véhicules de la mort au 21ème siècle.



Timba Bema

Autrefois, les bateaux des n é g r i e r s , aujourd'hui les bateaux des clandestins qui risquent leur vie pour quitter l'Afrique et rejoindre l'Europe, vue comme un eldorado... un inévitable contraste ? A qui la faute ? Les bateaux sont-ils à la fois innocents et coupables? Dans cette variation poétique, Timba se

donne la lourde charge d'interroger les bateaux. Chaque strophe est une question à ces bateaux sombrés en pleine Méditerranée transportant des espoirs ou encore rêves.

Lourde est la symbolique des bateaux pour un Africain exilé en Europe ! En introduction de ce chef d'œuvre, Timba Bema nous invite

à regarder les naufrages actuels comme l'une des conséquences du choc brutal entre l'Europe et l'Afrique. Cette dernière, d'après l'écrivain semble être la grande perdante de cette relation puisqu'elle est dépossédée de ses ressources et de ses hommes qui sont entassés dans des bateaux à destination de toutes les contrées

du monde, explique-t-il.

La réalité des bateaux est polymorphe, elle s'inscrit dans le temps long, plus de six siècles. Ainsi, il faut justement se demander si vraiment tous ces bateaux ont sombré en silence. Et pour Timba, inadmissible que face à ces cris des hommes et femmes naufragés, les bateaux sont restés silencieux, sans dire mot... Les bateaux, objets de transit, s'ils pourraient nous parler, auraient-ils des larmes à la place des mots ? Pour exprimer un non catégorique à l'immigration clandestine ?

Qui est Timba Bema ?

Timba Bema naît au quartier Bali à Douala, Cameroun, dénommé Bell Town à l'époque du protectorat allemand au début du 20e siècle. Très tôt son imaginaire est nourri par les légendes Duala, ainsi que par le sens tragique de l'histoire coloniale.

Son goût pour les arts vient de ce qu'il grandit dans un environnement peuplé d'artistes. Le chanteur et pianiste Eko Roosevelt était son voisin. Malgré sa passion pour la musique

qu'il a gardée intacte, il s'est orienté vers la littérature parce qu'elle ne demande pas un lourd investissement de départ : juste du papier, un stylo, et on se rêve déjà écrivain.

Il a donc commencé par rédiger des poèmes et participé à différents collectifs scolaires. Alors Timba se rapprocha du poète Valère Épée, pour combler son ignorance de l'art poétique. Il rendit également de fréquentes visites au poète Fernando D'Almeida. Après son baccalauréat, il étudia l'Économie à Yaoundé, où il côtoya le romancier et essayiste Séverin Cécile Abega.

En 2001, il quitte le Cameroun pour Nantes. Après avoir séjourné deux années à Paris, il vit et travaille depuis 2007 à Lausanne. Il est auteur de poésie, de nouvelles, de romans, et il participe à plusieurs associations et magazines littéraires.

Timba Bema est l'auteur de « Les seins de l'amante » paru en 2018 aux éditions Stellamaris. Cet ouvrage a été sélectionné au Prix Fetkann ainsi qu'au Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire.

Nadia Edodji

Lire

« Madame Bovary » de Gustave Flaubert. Ed du Centenaire. Paris, 1929 Pp 92-94

« ...Quand elle eut ainsi un peu battu le briquet sur son cœur sans en faire jaillir une étincelle, incapable, du reste, de comprendre ce qu'elle n'éprouvait pas, comme de croire à tout ce qui ne se manifestait point par des formes convenues, elle se persuada sans peine que la passion de Charles n'avait plus rien d'exorbitant. Ses expansions étaient devenues régulières ; il l'embrassait à de

certaines heures. C'était une habitude parmi les autres, et comme un dessert prévu d'avance, après la monotonie du dîner. Un garde-chasse, guéri par Monsieur d'une fluxion de poitrine, avait donné à Madame une petite levrette d'Italie ; elle la prenait pour se promener, car elle sortait quelquefois, afin d'être seule un instant et de n'avoir plus sous les yeux l'éternel jardin avec la route poussiéreuse. Elle allait jusqu'à la hêtrée de Banneville, près du pavillon abandonné qui fait l'angle du mur, du côté des champs. Il y a dans le saut-de-loup, parmi les herbes, de longs roseaux

à feuilles coupantes. Elle commençait par regarder tout alentour, pour voir si rien n'avait changé depuis la dernière fois qu'elle était venue. Elle retrouvait aux mêmes places les digitales et les ravenelles, les bouquets d'orties entourant les gros cailloux, et les plaques de lichen le long des trois fenêtres, dont les volets toujours clos s'égrenaient de pourriture, sur leurs barres de fer rouillées. Sa pensée, sans but d'abord, vagabondait au hasard, comme sa levrette, qui faisait des cercles dans la campagne, jappait après les papillons

jaunes, donnait la chasse aux musaraignes, ou mordillait les coquelicots sur le bord d'une pièce de blé. Puis ses idées peu à peu se fixaient, et, assise sur le gazon, qu'elle fouillait à petits coups avec le bout de son ombrelle, Emma se répétait : Pourquoi, mon Dieu ! me suis-je mariée ? Elle se demandait s'il n'y aurait pas eu moyen, par d'autres combinaisons du hasard, de rencontrer un autre homme ; et elle cherchait à imaginer quels eussent été ces événements non survenus, cette vie différente, ce mari qu'elle ne connaissait pas. Tous, en effet,

ne ressemblaient pas à celui-là. Il aurait pu être beau, spirituel, distingué, attirant, tels qu'ils étaient sans doute, ceux qu'avaient épousés ses anciennes camarades du couvent. Que faisaient-elles maintenant ? À la ville, avec le bruit des rues, le bourdonnement des théâtres et les clartés du bal, elles avaient des existences où le cœur se dilate, où les sens s'épanouissent. Mais elle, sa vie était froide comme un grenier dont la lucarne est au nord, et l'ennui, araignée silencieuse, filait sa toile dans l'ombre à tous les coins de son cœur... »

Dans un contexte de changement climatique La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontalières et des lacs internationaux se remet en selle

La protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontalières et des lacs internationaux sont assurées par une Convention adoptée en 1992 à Helsinki et qui est entrée en vigueur en 1996. Au départ elle a été négociée comme un instrument régional pour la région paneuropéenne de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU). Depuis le 1er mars 2016 et suite à un amendement, tous les pays membres des Nations unies peuvent adhérer à la Convention. Cette évolution se révèle très importante surtout dans un contexte de changement climatique que nous subissons depuis quelques années.



La Convention sur l'eau renforce la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières ainsi que les mesures prises pour une gestion et une protection écologiquement viables des eaux de surface et souterraines transfrontalières. La Convention encourage la mise en œuvre de plans de gestion intégrée des ressources en eau, notamment l'approche par bassin selon laquelle la gestion est organisée au niveau des bassins. La mise en œuvre de la Convention favorise la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et d'autres engagements mondiaux. La décision d'ouvrir la Convention aux autres pays membres des Nations unies a été prise parce que les Parties ont réalisé les avantages de l'ouverture de cadre coopératif de la Convention au monde entier. Elles ont notamment voulu proposer ses principes et ses dispositions de manière universelle, partager les expériences de la Convention, apprendre des autres régions du monde et élargir le soutien politique à la coopération transfrontalière au niveau mondial. La mise en œuvre de la Convention sur l'eau à l'échelle

mondiale est cruciale, car dans de nombreuses régions du globe, la demande en matière d'eau n'est pas viable et la situation de la ressource en eau devrait s'aggraver durant les décennies à venir en raison de pressions croissantes dues à l'agriculture, la production d'énergie et la croissance démographique sans oublier les impacts du changement climatique. Les bassins versants internationaux représentent près de la moitié de la surface émergée du globe et génèrent environ 60% de l'apport mondial d'eau douce. La Coopération en matière d'eaux transfrontalières sera donc de plus en plus nécessaire afin de prévenir les conflits et d'assurer une utilisation et une gestion efficaces et durables des ressources partagées. La Convention sur l'eau propose un cadre, sous l'égide des Nations unies, pour assurer la sécurité en matière d'eau, ainsi que pour prévenir les conflits ayant pour origine l'eau et en faciliter la résolution. « La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontalières et des lacs internationaux est ouverte à l'ensemble des Etats membres de l'ONU. J'exhorte tous les pays qui

ne sont pas membres de la Commission à adhérer et à contribuer à en étendre la portée », déclarait Ban Ki-moon ancien secrétaire général des Nations unies, lors de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2013.

Les Etats ont plusieurs avantages à adhérer à la Convention. On distingue notamment un cadre juridique international solide, une plate-forme institutionnelle élaborée, une reconnaissance de la part de la communauté internationale, le développement du régime de la Convention, le conseil et le partage d'expériences. En dehors de ces avantages, on pourrait citer le soutien à la coopération bilatérale et au niveau du bassin, l'amélioration de la gestion de l'eau au niveau national, l'accès à l'aide financière et la coopération des donateurs, le soutien de la communauté des Parties, une contribution à la paix et à la sécurité internationale.

Cohérence entre la Convention sur l'eau de 1992 et celle des Nations unies sur les cours d'eau de 1997

La mondialisation de la Convention sur l'eau de 1992 est importante en rapport avec l'entrée en vigueur de la Convention des Nations

unies de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, en août 2014. Les deux Conventions sont pleinement compatibles et ne sont pas contradictoires. Un pays peut être Partie aux deux Conventions. De nombreux pays comme l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, l'Ouzbékistan, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède le sont déjà.

D'ailleurs comme l'expliquait l'ancien secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon à la sixième session de la réunion des Parties à la Convention sur l'eau le 28 novembre 2012, « la mondialisation de la Convention devrait aller de pair avec l'entrée en vigueur de la Convention sur les cours d'eau des Nations unies. Ces deux instruments sont fondés sur les mêmes principes. Ils se complètent et devraient être appliqués de manière cohérente ». Voilà qui dissipe toute inquiétude par rapport à d'éventuel risque de télescopage.

La Convention sur l'eau de 1992, au service de la lutte contre le changement climatique

Malgré quelques incertitudes, les impacts du changement climatique sont manifestes dans de nombreuses régions du monde et certains effets sont déjà visibles. Comme de nombreux cours d'eau dans le monde traversent les frontières nationales, une coopération transfrontalière est nécessaire afin de prévenir les impacts négatifs des activités unilatérales, soutenir la coordination des mesures d'adaptation au niveau du bassin ou de l'aquifère et développer conjointement des solutions plus efficaces en termes de coûts. L'équipe spéciale sur l'eau et le climat au titre de la Convention sur l'eau a été créée en 2006 afin de répondre à ce défi par le biais de différentes activités, celle-ci comprenant : le conseil sur les politiques, des projets sur le terrain, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences. Les Lignes directrices

sur l'eau et l'adaptation au changement climatique, développées par l'équipe spéciale en 2007-2009 et adoptées par la réunion des Parties en 2009, fournissent des conseils étape par étape pour les décideurs et les gestionnaires de l'eau sur la manière d'évaluer les impacts du changement climatique sur la quantité et la qualité de l'eau, de procéder à l'évaluation des risques (y compris l'évaluation des risques sur la santé), d'évaluer la vulnérabilité, de concevoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation appropriées. Le programme de projets pilotes sur l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers vise à renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques. Ce programme crée également des exemples positifs démontrant les avantages de la coopération transfrontalière dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation. Chaque projet pilote comprend l'évaluation conjointe de l'impact et de la vulnérabilité ainsi que le développement d'une stratégie d'adaptation à l'échelle du bassin. Un groupe restreint de représentants des projets pilotes se réunit chaque année, ce qui permet un échange direct d'expériences entre les projets. A partir de l'année 2013, ce programme a été élargi afin d'inclure des bassins supplémentaires de plusieurs régions du globe. Actuellement, le réseau mondial de bassins travaillant sur l'adaptation au changement climatique comprend les bassins du Congo, du Danube, du Dniester, du Mékong, de la Meuse, du Niémen, du Niger, du Rhin, de la Save, du Sénégal, du Tchou et du Talas, de la réserve de la biosphère Amour/Argoun/Daourie et l'Observatoire du Sahara et du Sahel/ mécanisme de consultation du système aquifère du Sahara septentrional.

Edem Dadzie

Source : Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU)

Menace terroriste

L'insécurité sahélienne se rapproche dangereusement du Togo

Le Salésien espagnol Antonio César Fernandez âgé de 72 ans a été abattu vendredi dernier lors d'une attaque djihadiste intervenue entre les limites territoriales du Togo et du Burkina Faso. Le missionnaire faisait partie de la congrégation des Salésiens de Don Bosco située à Akodésséwa à Lomé. Cet acte criminel perpétré sur un ressortissant du territoire togolais inquiète plus d'un parce que les actes terroristes se multiplient dans la sous-région. Le Togo est entouré par des pays qui souffrent de ce fléau et l'on n'est jamais trop prudent.

Certains pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Nigéria, la Côte d'Ivoire dans une moindre mesure, sont durement éprouvés par le phénomène. Le pays des Hommes intègres a commencé lui à en souffrir dès la chute de l'ancien président de la République Blaise Compaoré. Quoi qu'on dise, l'ex chef de l'Etat burkinabé parvenait tant bien que mal à contenir les velléités de djihadisme qui couvaient depuis des années. Il arrivait même selon plusieurs observateurs à maintenir l'apaisement perdu aujourd'hui dans certains pays du Sahel. On peut encore s'interroger sur les méthodes que ce dernier utilisait. Mais une chose est certaine, pendant ses années de

gouvernance l'on n'a pas connu la situation que vit le pays actuellement.

Au Mali, la situation a surtout dégénéré en 2013 lorsque des mouvements islamistes indépendantistes ont pris d'assaut le nord du pays. Même si l'on assiste aujourd'hui à un semblant de normalisation avec le soutien de la mission de maintien de la paix des Nations unies, la stabilité est plutôt précaire. Le Nigéria quant à lui peine toujours à contenir le groupe Boko Haram qui revient régulièrement à la charge. La Côte d'Ivoire avec la crise postélectorale de 2011 s'est fragilisée au point d'être confrontée à quelques attaques terroristes qui ont certes été rapidement



Le Salésien espagnol Antonio César Fernandez

maîtrisées. Le Togo partageant la même région avec tous ces pays n'est pas du tout à l'abri de cette situation.

Le récent assassinat du prêtre Fernandez a suscité plusieurs réflexions au sein de l'opinion togolaise. Pourquoi un ressortissant de notre territoire ? Est-

ce un message ? Ces djihadistes ont-ils des griefs contre notre pays ? Et pourquoi ? Il est clair en tout cas que ce sont des individus sans foi ni loi, animés de la volonté de semer la désolation et qui frappent partout sans aucune distinction. Le fait que l'attaque se soit déroulée à la frontière entre le Togo et le Burkina

Faso est aussi un indice sur lequel argumentent plus d'un. Même s'il n'y a aucun lien à établir entre cet assassinat et la situation sécuritaire au Togo, le ministre de la Sécurité et ses services ne manqueront pas de rester en alerte et surtout ne négliger aucun de ces indices.

Edem Dadzie

Epanouissement des jeunes filles

Plan Togo lance la campagne « Aux filles l'égalité »

L'ONG Plan -Togo a officiellement lancé le vendredi 15 février 2019 à Lomé, sa campagne dénommée « aux filles l'égalité ». Cette initiative a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des jeunes filles qui se heurtent à certaines normes culturelles et croyances qui ne favorisent pas leur développement, et encourager l'égalité entre garçons et filles.

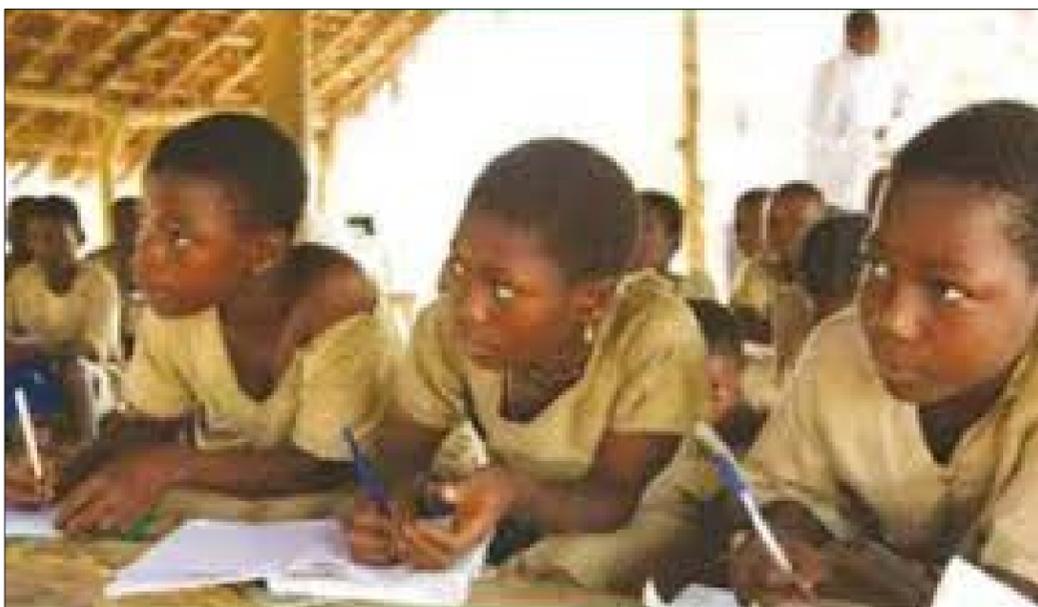
La campagne « Aux filles l'égalité » a une vision nationale et internationale. Sur le plan international, elle vise à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable, et sur le plan national, elle veut faciliter l'atteinte des objectifs de la Politique nationale d'équité et de genre (Pneeg).

Cette campagne vise également à mettre en

œuvre le Plan national de développement (PND).

Ainsi sur une durée de 5 ans, les responsables de Plan -Togo auront à sillonner les lieux publics, sur toute l'étendue du territoire national pour amener les Togolais à accorder une attention particulière au thème et à changer de mentalité.

Cette campagne, une fois mise en œuvre,



Jeunes filles et garçons en classe

permettra de mettre en place des conditions qui permettront aux filles et aux jeunes femmes de 0

à 24 ans, en particulier celles vulnérables et handicapées, d'avoir le contrôle sur leur propre

vie et transformer le monde qui les entoure.

Badadoko roxie
(stagiaire)





**1^{ère} Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015**

Certificat N° FS703571

Qualité de service, notre engagement

Merci pour votre confiance.

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

